Lundi, 24 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 112.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
Paris. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
Seine. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
Départements .	32 »	16 »	8 »	3 »»
Étranger . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'UN DES RÉDACTEURS GÉRANT : ALPHONSE HERMANT

JOURNAL QUOTIDIEN.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. . » fr. 80 c.
Dix fois dans un mois. . . . . » — 50
Réclames. . . . . 2 — »»
Faits divers . . . . 3 — »»

Les manuscrits déposés ne seront pas rendus. — Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eugène Carpentier.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Impr. centrale des Chemins de fer de NAPOLEON CHAIX, r Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 23 SEPTEMBRE 1849.

LES INTRIGUES.

X.

LES MATÉRIALISTES (1).

Nous avons vu l'Orléanisme à l'œuvre, rongeant la société; nous avons vu son dogme, l'Egoïsme, accepté par tous les partis officiels; nous avons vu tous ces partis communier dans l'exutoire de la rue de Poitiers; nous avons vu les hommes de ces partis, que nous avons désignés sous le nom générique de POITEVINS, nous les avons vus, disons-nous, s'unir, s'entendre, se liguer pour toucher leur but: l'exploitation de la France. Nous avons dit ce que sont ces partis officiels. Nos lecteurs connaissent tous les désastres que les Légitimistes ont fait peser sur le pays; ils connaissent le nom de toutes les hontes, de toutes les corruptions du règne des Orléanistes. Ils n'ignorent pas combien les hommes du Tiers-Parti ont été fatals à la France ; ils savent aussi ce que pouvait M. le président de la République et ce qu'il préféra faire de concert avec ceux qui se nomment Bonapartistes.

Eh bien! il est une secte encore plus dangereuse que toutes celles que nous venons de rappeler. Il y a des hommes plus dangereux pour la République que les Légitimistes, les Orléanistes, le Tiers-Partis et les Bonapartistes, ces hommes, ce sont les MATÉRIALISTES.

Ou plutôt, les Légitimistes, les Orléanistes, les Tiers-Parti, les Bonapartistes et les Matérialistes ne sont qu'une seule et même chose que nous nommons : LE MONDE OFFICIEL.

Les Matérialistes sont ces hommes qui se sont érigés en flatteurs du Peuple, qui ne parlent que de *pot-au-feu*, qui, par tous leurs discours, où il n'est question que de passions animales, essaient de faire perdre de vue le but réel de la Révolution.

Ces hommes sont les principaux auxiliaires de la réaction, car sous le masque de la démocratie sociale ils font de la réaction.

Ce sont eux qui, après Février, persuadèrent au Peuple d'accepter l'esclavage des ateliers nationaux pour un morceau de pain. Ce sont eux qui, par la bouche du légitimiste Lamartine, proclamèrent la *non solidarité* des révolutions, et qui condamnèrent chaque Peuple à l'isolement. Ce sont eux qui fournirent des armes à la réaction; car, dans le faux socialisme qu'ils prêchèrent, ils ne parlèrent que des besoins matériels du prolétaire. Ce sont eux qui s'écrient : « *Construire des cités ouvrières, c'est enlever des soldats à l'émeute.* »

Ces Matérialistes sont bien, en vérité, les plus dangereux ennemis de la République, car sans eux la République ne serait pas chaque jour insultée, car les insultes que nous jette à la tête la réaction, c'est dans leurs discours qu'elle en trouve le prétexte.

Ces hommes ne conçoivent l'humanité que buvant, mangeant, dormant. Ils ne comprennent pas l'esprit de l'humanité; ils voudraient ramener le Peuple au culte de la matière, lui persuader que satisfaire ses passions est l'idéal de l'homme. Et la réaction triomphante, s'emparant des paroles des Matérialistes, s'écrie :

« La Démocratie, c'est l'envie!

» Le Socialisme, c'est le désir des jouissances matérielles! »

Mais le Peuple qui répudie les doctrines des Matérialistes, répond :

« La Démocratie, c'est l'égalité des hommes.

» Le Socialisme, c'est l'égalité des droits! »

Comme ils triompheraient, les réactionnaires, si le Peuple voulait se laisser matérialiser l'esprit. Comme ils se hâteraient d'*assister* le pauvre, si le prolétaire avouait que la Révolution française n'est qu'une question de marmite!

Nous verrions aussitôt se réorganiser des ateliers nationaux où le Peuple, esclave *mais repu*, travaillerait pour ses maîtres.

C'est vers de plus hautes destinées que se tournent les espérances du Peuple.

Ce n'est pas seulement le corps que le prolétaire veut affranchir de la misère, mais c'est encore l'esprit!

Voilà ce que feint d'ignorer le faux socialisme, celui que la réaction a pris à son service; mais voilà aussi ce que le Peuple français maintiendra.

Les pharisiens et les rhéteurs du matérialisme ne feront pas prévaloir leurs doctrines d'asservissement.

Toujours le Peuple français défendra sa sainte devise :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Il fera mieux que de la défendre, il la réalisera pour lui et pour les autres nations.

Liberté ! et les matérialistes prêchent l'esclavage.

Egalité ! et les Matérialistes veulent maintenir les castes.

Fraternité! et les matérialistes prêchent l'égoïsme du ventre.

Nous avons donc raison de dire : ils ne sont pas avec la Démocratie!

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ des Peuples ! et les matérialistes ont restauré cette maxime impie : *chacun chez soi, chacun pour soi*.

Dès le lendemain de Février, ils ont été à l'œuvre, ils ont fait dévier la révolution; et aujourd'hui les hommes du passé accusent la révolution de leurs méfaits. Or, la révolution les désavoue, car jamais elle n'a été au pouvoir. Ce sont les Matérialistes qui y trônèrent après février : à eux seuls la responsabilité des fautes. La révolution est encore intacte, elle les récuse. La révolution, non seulement n'a pas encore dit son dernier mot, mais c'est à peine si elle a dit son premier.

A l'œuvre on la reconnaîtra.

Cette tourbe d'intrigants vulgaires qui ont usurpé son nom ne nous ont montré jusqu'à présent que la dernière phase possible du passé.

Patience !

Les Peuples s'assairont tous au grand banquet de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité, au banquet des Nationalités !

Alors l'IDÉE qui préside à la révolution se dégagera des nuages, et le Peuple français montrera que ce n'est pas pour un mot que depuis soixante années il se retourne sur son lit de douleur.

(1) Voir le numéro du 22 septembre.

Le *Journal des Débats* fait une sortie, ce matin, contre les représentants montagnards qui ont écrit une *Adresse au Peuple*, à propos de l'anniversaire de notre première République, fondée le 22 septembre 1792. La feuille des *satisfaits* n'est pas amie de la République, comme chacun sait ; aussi dit-elle qu'il ne lui appartient pas « d'emboucher la trompette et de célébrer le bienheureux régime sous lequel il nous est donné de vivre. » Que le *Journal des Débats* regrette la royauté de Louis-Philippe, ce bienheureux temps où les intérêts du Peuple étaient effrontément sacrifiés aux intérêts des banquiers et des agioteurs; ce gras régime où la feuille repue faisait si bien ses affaires en servant les intrigues de ses amis; cette honnête monarchie qui avait pour compères les Praslin, les Teste et les Gudin, et que lui, le *Journal des Débats*, n'a pas peu contribué à déshonorer et à perdre par ses lâches complaisances et ses serviles adulations; que la feuille de la rue des Prêtres regrette ce bon temps de grasse aubaine et d'exploitation ministérielle, il n'y a rien là qui doive étonner. Mais qu'il fasse de l'ironie en parlant de la grande époque de 1792; qu'il accuse la République de 1848 des maux de toutes sortes où la réaction, dont il est l'un des organes, nous a plongés depuis qu'elle est au pouvoir, c'est là, en vérité, ce qui dépasse toute pudeur.

Est-il donc besoin de rappeler aux *Débats* que, le lendemain de Février, ils avaient d'autres termes pour définir la République que ceux de *gouvernement de la rue et du carrefour?* Ce journal mesurait alors son langage sur la misérable peur que lui inspirait le souverain de la rue, comme il l'appelle. Il parlait de lui avec cette même plate révérence dont il avait usé à l'égard de tous ses maîtres du passé, à partir du roi imposé par l'invasion étrangère jusqu'à celui des barricades. Mais le nouveau souverain, le souverain en haillons, ne s'aperçut même pas de la peur courtisanesque des *Débats*; les avances de cette feuille restèrent sans profits pour elle. D'ailleurs, le roi du carrefour n'était riche, lui, que d'honneur et de patriotisme, et tout le monde ne se contente pas de cette monnaie-là; mais eût-il eu de quoi reconnaître autrement les éloges et les services des *Débats*, qu'il en eût reçu les offres comme on reçoit d'ordinaire celles de ces valets infidèles à leurs maîtres, traîtres à leurs maisons, et que l'on jette à la porte autrement que par les épaules.

Que le Peuple, qui a vu avec dédain les peurs et les avances des *Débats* au lendemain de Février, accueille aujourd'hui ses insultes avec le même mépris.

On nous écrit de Londres :

Le voyage de la reine en Irlande n'a été, comme vous le savez, l'occasion d'aucune amélioration dans le sort des habitants de ce malheureux pays, parce qu'aucune réforme politique ne peut servir de remède au mal social qui le dévore; aussi l'insurrection recommence-t-elle à montrer ses piques dans les comtés du sud.

Des troubles graves ont éclaté dimanche dernier à Cappoquin, comté de Waterford. Les casernes de la police ont été cernées et attaquées dans la nuit par deux cents hommes armés de piques; mais les *policemen* ont ouvert un feu si vif contre les assaillants que ceux-ci ont été obligés de se retirer en laissant un mort sur la place, et en emmenant plusieurs blessés. Au moment de leur retraite, un *policeman* qui rentrait à la caserne a été attaqué, percé de seize coups de pique et laissé pour mort sur le terrain. Transporté à l'hospice, cet homme a expiré dans la nuit du 18. Quarante à cinquante piques laissées sur le terrain servent de trophées à la victoire de la police sur les insurgés.

Nous n'avons pas de nouvelles récentes des îles Ioniennes ni du Canada. Le seul fait intéressant qui se soit produit dans ce dernier pays, est la fondation d'un nouveau journal destiné à plaider la question d'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord et leur annexion, dans un avenir prochain, à la grande confédération des Etats-Unis. Cette publication est assurée d'un grand succès des deux côtés de la frontière canadienne.

D'après les dernières nouvelles de Constantinople, la commission turque nommée par le sultan pour donner une réponse aux réclamations de la Russie et de l'Autriche, concernant les chefs hongrois, aurait décidé de les faire transporter dans l'île de Candie. Le bruit courait aussi à Constantinople que Kossuth est arrivé dans cette ville.

On nous écrit de Londres, à la date du 22 septembre :

La grande question des réfugiés politiques, si odieusement tranchée par le gouvernement français, à l'imitation

---

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 24 SEPTEMBRE 1849.

REVUE DES THÉATRES.

Pour écrire en ce moment un feuilleton de musique empreint d'*actualité*, il faudrait être tout autre chose qu'un critique ou un dilettante; il faudrait parler affaires et chicane comme un procureur, traiter la *question industrielle* comme un économiste.

L'Opéra plaide plus qu'il ne chante; le Théâtre Italien cherche de l'argent et non des artistes.

Il nous en coûte de le révéler à ce public sensible et enthousiaste qui attend tous les jours avec une indicible angoisse l'apparition de l'affiche du théâtre Ventadour, de cette affiche que constellait à chaque retour de saison une pléiade si éclatante de noms harmonieux et illustres. Nous sommes menacés de n'avoir pas cet hiver de troupe italienne. Les temps sont si durs, l'aristocratie tient si fort rigueur à la République, la concurrence (nous voilà en plein jargon économique) exerce de si terribles ravages jusque sur ses favoris !

Ronconi, qui jouissait depuis deux hivers du *privilège* de l'entreprise de la salle Ventadour, y a peu gagné l'année dernière.

A Londres, il vient d'être enveloppé dans les désastres de la banqueroute de *Covent-Garden*, une banqueroute qui s'élève au chiffre rond de 1,300,000 fr.

Et penser que c'est la douce et blonde J. Lind et la gracieuse Sontag qui ont été les causes innocentes de cette immmense déconfiture ! On n'est jamais trahi que par les siens.

Pour lutter contre de pareilles adversaires, l'*impresario* de *Covent Garden* avait fait appel à toutes les puissances de larynx, de jarrets et d'archets de l'Italie, depuis les basses sérieuses et comiques à la fois de Tamburini et de Ronconi jusqu'à l'éclatant et aristocratique ténor de Mario; depuis le mezzo-soprano encyclopédique de Mme Viardot, jusqu'aux colliers de perles du pur soprano de Mme Persiani et au contralto correct comme un marbre antique, limpide comme le cristal, de Mme Alboni ; et Roger lui-même avait passé le détroit armé de la partition du *Prophète* pour soutenir l'honneur de la France et de l'Italie, combattant sous le même drapeau pour les arts comme pour la politique.

Rien n'y a fait. La pâle fille d'Odin et la noble comtesse prussienne l'ont emporté : le Nord, triste présage, a vaincu le Midi !

M. Ronconi n'a pu tirer de ce désastre la misérable somme nécessaire pour fournir le cautionnement exigé ici par les clauses du *privilége*, la somme de 50,000 francs !

On espère cependant que M. Lumley, le directeur du théâtre de la reine, l'heureux vainqueur de *Covent-Garden*, viendra planter son drapeau sur le champ de bataille abandonné par ses ennemis, et qu'il nous rendra nos artistes aimés.

Qu'il vienne donc, et, s'il n'y avait pas trop d'ingratitude dans un pareil vœu, puisse-t-il amener avec lui les cantatrices victorieuses qui ont fait tant de mal à tous les nôtres ; que nous puissions nous venger d'elles à force d'applaudissements; que nous tenions enfin en notre pouvoir cette grande artiste qui semble avoir juré de déplacer le centre de gravité du monde musical, et d'enlever à Paris son sceptre et son diadème de reine de l'harmonie !

L'Opéra français, avons-nous dit, *plaide*. Triste métier, en vérité, pour les prêtres de l'art! Et contre qui plaide-t-il? Contre lui-même, contre ses chanteurs et ses danseurs. Il parvient à grand'peine à s'entendre avec la famille Coralli ; il ne s'entend pas du tout avec M. Espinasse, dit Paulin.

Les avocats viennent livrer à la malignité publique tous les secrets, toutes les misères du foyer intime, du vrai foyer des artistes.

L'Opéra a fermé ses portes du 1er juillet au 15 septembre. La nécessité le lui commandait-elle ? Oui, dit l'administration; non, disent les artistes et le public. En tout cas, a-t-il le droit de priver, pendant ces six semaines de silence, son personnel de ses appointements? Si l'administration est mal dans ses affaires, les artistes y sont-ils mieux ? Et pendant ces six semaines l'Opéra a-t-il cessé de toucher la subvention de l'Etat?—Non. Les directeurs, pour se tirer d'embarras, avaient écrit et proclamé la formule : *Relâche pour cause de réparations*.

Eh bien, il y a des gens qui ne se rendent pas à cet argument de force majeure. Ecoutez l'avocat de M. Espinasse :

« Les autres théâtres, qui n'ont pas moins souffert que l'Opéra de la révolution, des émeutes, du choléra, et qui n'ont pas reçu 800,000 fr. et plus encore, ont pourtant résisté. L'Opéra seul a fermé ses portes ! L'affiche portait : *Relâche pour cause de réparations*..... à la caisse, sans doute, car la salle avait été complètement restaurée en 1847, et brille encore de tout l'éclat de ses nouveaux ornements. Il n'y avait donc pas de réparations sérieuses. Je me trompe; aussitôt que MM. Coralli père et fils ont eu entamé le procès qui vient de se terminer à l'amiable par une transaction, MM. Duponchel et Roqueplan ont cherché un moyen de *créer* des réparations *urgentes*.

» Or, il y avait sur la principale façade de l'édifice, du côté de la rue Lepelletier, une incription portant en grosses lettres dorées : *Académie royale de musique*. On avait bien effacé le mot *royale*, de sorte qu'il y avait une lacune, et on avait même conseillé à M. Duponchel, dit-on, de la remplacer par ces mots : *Académie des Vosges... de musique*, comme on a fait pour la *Place Royale* au Marais. Il n'a pas suivi ce conseil, et il a fait dresser un immense échafaud sur lequel est monté un seul ouvrier, qui a employé six semaines à enlever l'ancienne inscription pour la remplacer par la nouvelle : *Opéra, théâtre de la Nation*. Cet ouvrier passera à la postérité comme l'*unique* maçon de M. Corbière, qui était employé, sous la restauration, à achever l'Arc de triomphe de l'Etoile.

» Il est donc avéré que les réparations n'étaient qu'un prétexte et non la véritable cause de la suspension.

Le représentant de l'administration a répondu, comme il est d'usage en pareil cas, en lançant des épigrammes contre le plaignant : Vous osez nous demander vos appointements! mais vous devriez plutôt nous en payer vous-même, pour récompenser l'Opéra d'avoir ouvert ses portes à un... artiste comme vous :

« M. Paulin avait été engagé par M. Léon Pillet à un prix fabuleux. *Tout le monde sait la mesure de son talent et les services qu'il peut rendre à l'Opera : c'était pour l'administration une véritable charge sans compensation.* Cependant, en 1847, alors que son engagement était sur le point d'expirer, il trouva l'occasion de faire un mariage avantageux ; sa dot était légère, et il voulait l'augmenter en apportant un nouvel engagement. MM. Duponchel et Roqueplan, par pure bienveillance, voulurent bien y consentir, et renouvelèrent son engagement en diminuant d'une manière notable ses appointements. Ce n'est pas tout : M. Paulin se mariant, il fallait payer les violons, et M. Paulin n'avait pas le sou pour faire ses cadeaux de noces. M. Petit-Jean donne lecture d'une lettre dans laquelle M. Paulin s'adresse à MM. Duponchel et Roqueplan pour obtenir une avance de mille francs, remboursable sur les mois futurs. Cette avance lui fut faite, et dans quel moment ? Je dois le dire : c'est lorsque l'un des directeurs faisait fondre son argenterie pour payer les engagements des artistes. »

Laissons de côté ces tristes représailles et ces tristes révélations, et en attendant le prononcé du jugement qui a été remis à quinzaine, occupons-nous un peu d'art, s'il est possible.

L'Opéra, malgré sa détresse et son humeur chicanière, fait cependant quelques efforts pour briller autrement que par les plaidoiries de ses avocats. Avant hier Roger, fraîchement débarqué de son voyage d'outre-Rhin, a débuté dans la *Favorite*.

La soirée a été brillante et fructueuse : nous nous plaisons à le constater.

Cet ouvrage, dont le rôle de ténor fut écrit pour la vieillesse de Dupré, qu'on nous passe le mot, dont tout le monde, hélas! comprendra la justesse, cet ouvrage semblait particulièrement propre à faire valoir les qualités du jeune ténor qui prétend à la succession de son maître.

Roger est le fils des œuvres de Duprez plus encore que

servile ou sous la menace des gouvernements absolutistes du continent, éveille chaque jour en Angleterre de plus nombreuses et plus profondes sympathies.

La conduite du gouverneur de Malte vis à vis des réfugiés italiens, qui y sont arrivés munis de passeports visés par le consul anglais de Civita-Vecchia, et n'ont pas été autorisés à débarquer, a surtout été blâmée comme l'expression de craintes indignes de la nation anglaise. On a même cru, dans le premier moment, que le ministère des colonies avait accompli son devoir, en se faisant auprès du gouverneur l'interprète de l'opinion publique; mais les journaux officiels n'ont pas tardé à démentir cette supposition.

Cependant M. Hume, en sa qualité de président de la société de secours pour les réfugiés italiens, s'est adressé directement à lord John Russel pour lui rappeler que la tradition de tous les gouvernements qui ont dirigé les affaires en Angleterre avait été d'appliquer constamment les lois de la plus large hospitalité aux proscrits politiques de toutes les nations, et pour exprimer au nom du comité qu'il préside l'espoir que le gouvernement n'hésiterait pas à désapprouver une mesure qui avait le malheur de ne pas être en harmonie avec les traditions et la renommée du peuple anglais.

La réponse de lord John Russel, datée de Balmoral, 5 courant, est trop curieuse pour que je ne vous en donne pas ici quelques extraits :

Lord John Russel, après avoir reconnu la tradition hospitalière de la nation anglaise, rappelle qu'il y a maintenant en Angleterre des réfugiés de tous les pays, de toutes les classes et de tous les partis, et il en conclut que la tradition est respectée par le ministère actuel.

Mais, ajoute-t-il, vous savez qu'il existe une association de révolutionnaires qui a été successivement à Paris, à Berlin et à Bade; cette société était forte et nombreuse à Rome. Or il n'était pas possible de tolérer à Malte ce qui peut se tolérer à Londres, c'est à dire le séjour des nombreuses *bandes* de cette association révolutionnaire, qui, après avoir dirigé les insurrections de Berlin et de Bade, se ferait un jeu de troubler la paix de l'île de Malte.

« Au reste, dit en terminant lord John Russell, de quoi peuvent se plaindre les réfugiés? Etaient-ils en danger de mort parce qu'ils étaient à bord d'un navire français? Ils n'ont pas été retenus plus longtemps que le séjour de quarantaine obligatoire. Ils ont pu s'embarquer à leur choix pour la Grèce ou pour l'Angleterre; on les a empêchés de troubler Malte, voilà tout. Donc, c'est d'accord avec moi que lord Grey a pleinement approuvé la conduite du gouvernement de Malte. »

Il résulterait de cette lettre que les calomnies de la presse réactionnaire en France et les petites inventions de la sainte hermandad française seraient prises au sérieux par le ministère anglais si, on ne savait qu'à défaut de bonnes raisons pour justifier le gouverneur de Malte lord John Russell n'a pas dédaigné de se servir d'une petite machine de guerre dans laquelle il n'a pas lui-même la moindre confiance.

En France nous avons eu les oreilles tellement rebattues de ces grandes histoires de conspirations impossibles, de ces secrets de Polichinelle livrés avec tout le cérémonial des *Mystères d'Isis* que nous n'ajoutons plus foi à toutes ces balivernes; mais en Angleterre on prend tout au sérieux, et l'aversion de l'aristocratie pour les proscrits ne peut qu'augmenter par de semblables affirmations.

Un journal qui puise ses renseignements *où chacun sait*, l'*Assemblée nationale*, trouve plaisant aujourd'hui d'égayer ses lecteurs en insultant les exilés. Ce n'est pas la première fois que cette feuille agit ainsi. Le représentant du Peuple Commissaire, *prisonnier* et *prévenu*, a déjà été en butte à ses calomnies, et ce n'est qu'avec l'aide d'un huissier, après trois jours d'attente, qu'il a pu obtenir la publication de sa réponse aux mensonges et aux calomnies que l'*Assemblée nationale* avait publiés contre lui.

Aujourd'hui, ce sont tous les républicains de Londres que l'*Assemblée nationale* insulte *de loin*, avec la plume de l'individu qui, dans son feuilleton, se cache sons le nom d'*Alceste*.

Ce monsieur, *chevalier de l'ordre et de la famille*, reproche à un proscrit de recevoir de l'argent de sa femme.

Il paraît que nos honnêtes et nos modérés ne comprennent la famille que lorsque le mari et la femme, séparés de corps et de biens, promènent leurs scandaleuses existences à travers le monde officiel.

Si l'*Assemblée Nationale* interrogeait mieux ses *rapporteurs*, elle saurait que la plupart des réfugiés de Londres travaillent pour vivre.

Mais, que disons-nous! travailler, pour les roués dont nous parlons, est un mot qu'ils ne comprennent pas : ils préfèrent supposer que la conduite des hommes qu'ils calomnient est semblable à celle qu'ils mènent ou qu'ils mèneraient en pareille circonstance!...

DE LA RÉACTION MONARCHIQUE.

L'État c'est moi.
(17e *siècle* ; LOUIS XIV, *roi.*)

L'État c'est moi.
(1793, 1848 ; *le* PEUPLE SOUVERAIN.)

Les réactions assument une terrible responsabilité, celle du sang !
(ÉMILE DE GIRARDIN.)

I.

Ce que veut la réaction.

Les révolutions, a dit M. de Lamartine, sont les idées d'une époque.

Quelle est donc l'idée qui s'est produite ou exprimée dans la révolution de Février? Il est certain, pour tout le monde, que c'est l'idée de réforme et de progrès.

Or, toute idée, pour éclore, et avant de revêtir la forme des applications pratiques, a besoin d'un moyen qui lui sert de véhicule, si l'on peut dire ainsi, pour la faire arriver là où elle veut aller, comme l'imprimerie transporte la pensée de l'esprit de l'homme à l'esprit des masses, comme le navire conduit l'idée spéculative au port lointain où elle affectera les allures matérielles du succès commercial, le bénéfice. Le moyen d'application, le moyen véhicule de la pensée révolutionnaire du 24 Février, c'est la République.

Mais l'idée qui a trouvé son moyen propagateur doit tendre à son but. Ici, le but est la mise en équilibre de l'intérêt social avec l'intérêt privé.

En saine logique, l'idée, le moyen et le but sont trois choses si étroitement liées ensemble qu'il n'est pas possible de toucher à l'une sans atteindre en même temps les deux autres.

Ainsi, dans l'espèce de notre démonstration, écartez, comprimez l'idée du progrès et de réforme, à quoi bon le moyen et que devient le but, si ce n'est un point invisible reculé jusqu'aux lointains horizons de la chimère?

Effacez le but, l'idée devient stérile et le moyen inutile.

Détruisez le moyen, renversez la République, vous rendez l'idée de progrès et de réforme à cet état d'abstraction politique dans lequel elle n'a que trop langui, et par suite, vous nous faites tourner le dos au but vers lequel nous tendions les bras et qui est l'établissement de rapports harmoniques entre l'exercice du droit de tous et le respect du droit de chacun.

Et comme la réaction ne prend pas la peine de nous cacher qu'elle tend à renverser la République, cette forme démocratique revêtue par la révolution de Février, ce moyen réalisateur de sa pensée, nous concluons de là et de ce qui vient d'être dit (c'est à quoi nous voulions arriver) que la réaction ne veut, d'une part, ni de la réforme et du progrès, de l'autre, ni des améliorations que réclame notre état social, en d'autres termes, qu'elle veut frapper au cœur, pour en rendre les extrémités inoffensives, cette trilogie démocratique de l'idée, du moyen et du but.

Voilà ce que veut la réaction, qui, considérée à ce premier point de vue, n'est pas autre chose que la négation aveugle des besoins du présent et la résistance systématique à tout effort vers un avenir meilleur.

Descartes disait : *Cogito, ergo sum*, « je pense, donc j'existe. » Par opposition à ce mot du philosophe, on peut dire de la réaction qu'elle n'existe que parce qu'elle ne pense pas; car, si elle pensait et réfléchissait, si elle portait les regards de sa pensée ici et là, autour d'elle et surtout en arrière, si elle consentait à étudier ce tableau palpitant du passé sans s'obstiner à ne le voir qu'à travers le prisme trompeur de son égoïsme et de ses regrets : oh! si la réaction faisait tout ce que nous venons de dire, elle voudrait ne plus exister, car elle reconnaîtrait la folie de son erreur en apprenant à connaître notre époque. Mais les réactions sont aveugles comme l'intérêt qui les pousse. Et n'est-ce pas demander trop à l'humaine nature que vouloir découvrir, aux yeux de certains hommes le doigt de Dieu caché sous les ondulations de ce flot populaire qui, depuis soixante ans, bat et sape les derniers remparts du privilége?

Ils ne vous comprendront pas si vous cherchez à placer les décrets de la Providence entre eux et vous, pour leur mieux faire comprendre notre époque, car ils ont à peine vu dans l'histoire de la Révolution française l'innocent récit de quelques boutades de la plèbe contre le pouvoir imprescriptible de la monarchie, et entendant, le 24 Février, craquer les marches du trône, ils ont dit : c'est le roi qui descend; ils n'ont pas vu que c'était aussi le peuple qui montait et s'installait au trône de sa propre puissance! Comment donc comprendraient-ils notre époque?

Non, notre époque ne date pas du 24 Février, elle remonte plus haut : elle a pour limites extrêmes 89 d'un côté, et de l'autre, les lignes encore mal dessinées de notre avenir social. Le passé est à elle par le souvenir, elle touche au présent pour lui demander ses plus généreuses aspirations, elle embrasse l'avenir, comme la prière embrasse les genoux de Dieu.

Le passé, le présent, l'avenir, ce sont les trois fils de l'Helvétie se conjurant pour la liberté!...

Ainsi ne l'oublions pas, la résistance de Février fut une suite nécessaire de la révolution qui depuis soixante ans laboure la France et ébranle l'Europe; d'où il suit qu'il ne sera pas plus possible d'étouffer l'esprit de notre révolution qu'il n'a été possible jusqu'ici d'arrêter l'impulsion donnée par la première, pas plus qu'on ne parviendra à éteindre l'écho final de ce double cri d'émancipation, la République de 1848 ; d'où il suit encore que la révolution de Février ne saurait être considérée comme un fait isolé, puisqu'au contraire la grande origine d'où part sa filiation, en s'élevant à la hauteur du fait le plus sérieux, le plus grave et le plus imposant qui se puisse écrire dans les annales d'un grand Peuple, la relie en même temps au berceau de notre émancipation.

La révolution de Février est donc une chose tout à la fois sérieuse, rationnelle, logique et nécessaire; c'est dire qu'elle attend la règle et peut la recevoir. Il faut donc lui donner la règle, trouver à son idée l'application la plus naturelle et la plus efficace, en un mot il faut savoir la gouverner, comme on gouverne un vaisseau pour ne pas sombrer avec lui.

C'est une vieille erreur que celle qui, aujourd'hui encore, fait dire à certains esprits paresseux et routiniers que la Révolution française n'est point gouvernable. S'ils ne le disent pas ou s'ils généralisent moins leur pensée, c'est parce que leur esprit est absorbé par la République de 1848, qui est là devant eux comme un mauvais rêve où comme la statue du commandeur dans le *Festin de Pierre*.

Nous vous avons dit que la réaction n'aimait pas à regarder en arrière dans notre histoire pour ne pas y lire ce qu'ont fait nos pères. Aussi ils nous diront : La République est une chose qu'on ne gouvernera pas ; c'est un coursier sauvage et indomptable qui, nouveau cheval de Mazeppa, nous entraînera avec lui dans les plus sombres abîmes, si nous ne nous empressons de le museler d'abord, puis de le faire abattre. C'est ainsi qu'involontairement la réaction rend hommage à la vérité en résumant dans la République de 1848 le mouvement populaire qui s'accomplit en France depuis si longtemps déjà.

M. Guizot n'était certes pas révolutionnaire, dans le sens raisonnable que nous attachons à ce mot, il ne fut pas même ami du progrès, car il perdit la monarchie de Louis-Philippe, pour l'avoir embourbée dans l'ornière des idées stationnaires.

Or voici ce qu'écrivait M. Guizot dans un de ces moments, il faut l'avouer, où l'homme d'Etat descendant sur le terrain électoral s'effaçait derrière le publiciste et trouvait prudent de dire la vérité, même lorsqu'il la méconnaissait dans ses actes ;

« La Révolution n'*est point ingouvernable*, mais elle n'est gouvernable qu'à certaines conditions qu'on méconnaît ou qu'on ne sait pas remplir.

» Pour comprendre la Révolution, pour être en état, je ne dis pas de la régler, mais seulement de lui parler, *il faut donc bien savoir d'une part, qu'elle a voulu la justice et la veut encore; de l'autre, qu'elle a fait la guerre et veut assurer la victoire.*

» *La justice est pour tous, mais la guerre est contre quelques-uns, cela est inévitable.*

» La Révolution *ne se reposera donc* qu'entre les mains qui garantiront aux vainqueurs leur conquête. *C'est sa nécessité: à l'avenir, la justice c'est le but* (1). »

Ainsi, la révolution c'est notre époque, son idée immuable et féconde, car elle est dans le passé, elle est dans le présent, et elle sera dans l'avenir jusqu'à ce qu'elle se repose, selon l'expression du publiciste que nous venons de citer, dans les mains de ceux qui sauront la gouverner et garantir ses conquêtes. La Révolution a fait la guerre, contre qui? contre quelques-uns, contre le privilége et l'abus. Pourquoi? pour réduire ces priviléges au niveau du droit de tous. — Que voulait-elle et que veut-elle encore? la justice pour tous. — Qu'a-t-elle conquis? La liberté, d'abord, puis tous les progrès qui en découlent. — Vient-elle de si loin pour passer à côté du but sans s'y arrêter et s'y fixer? Non, il faut qu'elle marche jusqu'à ce qu'elle arrive à ce but et y consomme son œuvre. *C'est sa nécessité!* Sachons donc comprendre notre époque; marchons sans hésiter dans les voies ouvertes du progrès, et ne gaspillons pas un temps précieux au jeu futile des discussions oiseuses; n'imitons pas l'enfant qui s'arrête au bord du chemin pour poursuivre l'oiseau du buisson, revient sur ses pas et se laisse surprendre par la nuit. Allons donc et pressons le pas, car la nuit est là, la Révolution nous pousse!

(1) Circulaire électorale de M. Guizot, du 6 février 1839.

La réaction n'ignore pas l'involution d'idées qui fait de la République le chantier où se doivent élaborer et préparer les mille améliorations sociales qui découlent de la Révolution de février et de la Révolution de 89; elle n'ignore pas les tendances démocratiques et généreuses de notre époque; elle sait enfin tout ce qu'il y a d'antipathique entre elle et nous, entre la liberté et la compression, entre l'abus et le droit, entre la monarchie et la République; mais c'est précisément parce qu'elle sait tout cela qu'elle veut ce qu'elle veut, c'est à dire le contraire de ce que nous-mêmes nous voulons fermement et irrévocablement. Voilà pourquoi elle veut renverser la République!

Cependant, nous pûmes croire les hommes de la réaction convertis et enfin édifiés sur l'irrésistible tendance de leur époque, lorsqu'au lendemain du 24 Février nous les vîmes repousser, avec le semblant d'une sainte indignation, la distinction que l'instinct populaire faisait établir entre les républicains de la veille et ceux du lendemain, et que nous les entendîmes s'écrier avec l'enthousiasme le plus expansif: Point de distinctions! Nous sommes tous républicains à titre égal; il n'y a plus de partis en France, ou plutôt il n'y en a plus qu'un seul : le parti du bien public, le parti de la France!—Ainsi disaient-ils alors; mais alors aussi, il faut bien le reconnaître, le Peuple était debout, la Révolution n'avait pas encore proclamé à la face de l'Europe qu'elle entendait répudier d'une manière soudaine, énergique et complète, les excès de la première Révolution; alors on était heureux de se sentir exister sur le sol de la patrie : la Révolution auraitelle ses proscrits, comme la Restauration, par exemple? Et quel usage ferait-elle de l'échafaud politique, si actif, si occupé aux jours de la terreur blanche? On se demandait cela, et l'on donnait le baiser de Judas au nouveau Messie.

Aussi, lorsque le gouvernement provisoire, débordé par des forces que, trop confiant, il n'avait pas su modérer, ou que, trop inexpérimenté, il avait mal dirigées; lorsque le gouvernement provisoire, disons-nous, voulut opposer une résistance à la pression extérieure à laquelle nous faisons allusion, il trouva chez les hommes de la monarchie un concours édifiant: la réaction commençait timidement son œuvre; elle se glissait dans l'ombre et se faisait petite, ainsi qu'on dit vulgairement. De même, lorsque la résistance s'accrut au dehors en raison de la compression qui s'exerçait au dedans, et que le pouvoir dut descendre dans la rue pour combattre corps à corps avec les factions armées, le général Cavaignac devint un héros pour les réactionnaires; car il avait, pensaient-ils, comprimé et peut-être étouffé la Révolution.

La réaction continuait. Bref, vint une occasion bien belle de préparer les voies à la monarchie : le 10 décembre approchait, et il fallait opter entre le général républicain Cavaignac et le prince Louis Bonaparte, neveu de l'empereur. Le bouillant jeune homme qui avait risqué Strasbourg et Boulogne portait un nom et devait avoir des goûts monarchiques. Il serait facile de le manier, disait-on, et de le renverser après lui avoir laissé le temps d'accoutumer l'opinion à une restauration monarchique, au moyen d'une politique de circonstance, qui serait convenue comme une affaire de famille. C'était une planche de salut qu'on jetterait sur l'abîme de la Révolution, et qui pouvait conduire à tout, selon l'heureuse expression d'Emile de Girardin. Après, dam! on verrait : pour le moment, il suffisait d'employer l'effort commun à établir le pont de sauvetage. Louis-Napoléon Bonaparte fut élu président de la République, et la réaction battit des mains. —Enfin, nous avons vu la réaction quitter son allure modeste et humble, lever la tête, jeter son masque, et nous l'entendons chaque jour nous dire : « Je n'ai plus peur et ne me cache plus: c'est à la République que j'en veux. »

Nous savons pourquoi.

Encore le journal le *Pays*... (Combien nous devons d'excuses à nos lecteurs!) Ce journal, dont nous avons relevé dernièrement les violences anti-démocratiques se garde bien de répondre à nos justes observations.

Ayant conscience de ses côtés faibles, le *Pays* cherche à se faire un rempart ridicule de l'affaire du 13 juin; il insiste avec acharnement pour que nous lui disions devant qui se sont retirés « nos amis les mon-

---

des siennes; c'est l'apparition de ce grand ténor qui s'était fait, à force d'intelligence et de volonté, la plus magnifique voix qui ait jamais retenti sous les voûtes de notre grand Opéra, c'est l'apparition de Duprez qui souffla à Roger l'ambition et l'espérance. Il semblait destiné, en entrant au Conservatoire, à chanter le couplet du Gymnase; il est arrivé, par les mêmes vertus que son maître et par ses leçons, à tenir honorablement sa place sur notre première scène lyrique.

Pourtant, il faut bien reconnaître que tous les obstacles ne sont pas encore vaincus, et qu'il reste beaucoup à faire à Roger pour se maintenir au sommet qu'il a atteint.

Sa voix devient chaque jour plus pleine, plus ferme, plus facile; la largeur lui manque un peu. Son jeu est correct, intelligent et fin; il n'est pas encore dramatique dans le sens profond du mot. Il y a plus de Scribe que de Corneille dans l'inspiration du jeune artiste. Nous doutons que M. Roger ait profondément étudié Shakspeare et Goëthe, Haendel et Gluck.

En somme, Roger a trouvé des mouvements heureux et des accents vrais dans le final du quatrième acte et dans son air d'indignation du troisième. La romance du premier acte, le duo qui suit et la cavatine *Ange si pur*, ont été chantés avec une grande suavité et une excellente méthode.

Madame Julienne, chargée du rôle de Léonor dans lequel Mme Stoltz a laissé de si redoutables souvenirs, a montré de véritables qualités ; mais ce rôle est écrit beaucoup trop bas pour sa voix, et les transpositions auxquelles elle a dû avoir recours enlèvent à la musique de Donizetti une partie de son caractère.

Nous attendrons pour juger M. Desterbecq, qui débutait dans le rôle de Fernand, qu'il ait dompté l'émotion inséparable d'un pareil début et qu'il jouisse de tous ses moyens.

Mlle Fuoco a été aussi légère, aussi correcte, aussi irréprochable danseuse que nous l'avons toujours connue. Nous ne doutons pas que le public parisien ne finisse par rendre à cette artiste la justice qu'elle mérite et n'inscrive bientôt son nom dans la liste des plus grandes et des plus aimées.

L'Opéra Comique prépare avec beaucoup d'activité et de luxe la première représentation du nouvel ouvrage de MM. Scribe et L. Halevy, qui portera le gracieux nom de la *Fée aux Roses*.

Avec une fée comme Mme Ugalde il faut s'attendre à bien des merveilles.

Elle sera puissamment secondée par M. Bataille, qui promet de devenir le plus excellent baryton et le meilleur comédien que l'Opéra Comique ait possédé depuis longtemps. Ce sera aussi une belle occasion offerte à Audran pour conquérir la place que Roger a laissée vacante à l'Opéra Comique !

Nous savons tous les soins que le jeune artiste prend de sa voix et de son avenir, et nous ne pouvons que lui mettre sous les yeux l'exemple de son prédécesseur pour l'encourager dans ses études et dans ses espérances.

M. DAMETH.

A notre point de vue, la semaine a été peu féconde : tant pis pour elle. Quant à nous, tâchons de suppléer à sa stérilité.

Nous devons, avant tout, la vérité à nos amis. Frappons aux portes du Théâtre de la République.

Il y a, dit-on, péril dans la demeure. D'un côté, la retraite de Mlle Rachel, l'ingrate qu'elle est! de l'autre, l'installation de M. Mazères, qui remplacerait M. Séveste. Deux Dumas, armés de toutes pièces, qui entrent en lice; M. Alfred de Musset, forcé de se retirer devant une demi-douzaine de Montheau; Mme Moreau-Sainti simulant la vieillesse, et Mlle Noblet espérant jouer toute sa vie les ingénues : que de contresens! Par Mercure et Apollon, où courir, où ne pas courir? Enverra-t-on une députation à Hermione, ou bien prendra-t-on la poste pour aller chercher le drame nouveau de la première plume de France et de Navarre, de Georges Sand?

D'une part, M. de Balzac a déclaré qu'il n'écrirait plus qu'en russe pour les sociétaires, et, d'autre part, M. Ponsard, tenant en main *Charlotte Corday*, poursuit la grande fugitive qu'ont tentée les mines de la Californie. Ne me jouez jamais, s'écrie M. de Balzac. Jouez-moi bien vite! exclame M. Ponsard. En attendant, M. Beauvallet semble indisposé; M. Adolphe Dumas, ajourné, maugrée *in petto* contre notre première scène, et ce ne serait pas trop de M. Mazères pour y évoquer l'ombre de Picard.

Les ingénues, à l'exception de Mlle Fix, la nouvelle débutante, continuent cette série de rôles qui laissent peu d'espérance et moins de sève encore pour l'avenir. Et cependant il y a, de compte fait, aux Français trois professeurs, MM. Provost, Régnier et Samson. Si nous étions malicieux, nous dirions qu'ils ressemblent assez au Conservatoire, attendu qu'aujourd'hui ils conservent tout et ne nous donnent vraiment rien.

A propos de professeurs, nous ne sommes pas fâché d'intercaler le trait suivant. Certain directeur est en même temps professeur au Conservatoire. Avant de tenir les rênes de son théâtre, il cultivait avec amour cette pépinière de jeunes élèves; il les serinait à sa façon, et leur promettait à toutes un début prochain au Théâtre de la République. L'emploi de directeur et celui de confesseur s'étant souvent confondus, pour la plus grande béatitude des titulaires, il n'y avait sorte de cadeaux, de confitures, de calottes brodées qu'on n'offrît au maître. Sur ces entrefaites, notre professeur est nommé directeur d'une scène plus joyeuse peut-être que la Comédie-Française, mais à coup sûr plus facile d'accès. Toutes les élèves aussitôt de l'entourer, de le cajoler; c'est à qui lui demandera un début sur son théâtre. Mais, ô déception! celui qui naguère frayait à toutes la voie du Théâtre de la République, du moins en paroles, a décidé que nulle n'entrerait dans le sien. Nous l'approuvons de ne vouloir que de bonnes actrices et d'avoir, en ce cas, rendu pleine justice à ses élèves.

Si, de ce côté de la Seine, tout ne va pas au mieux pour l'art, il paraît que sur l'autre rive Thalie et Melpomène prospèrent. Mme Anaïs Ségalas et M. Hippolyte Lucas se disputent leur public, et si maître Bocage vient à échouer, il ne pourra du moins jamais dire à l'une ni à l'autre, comme Chimène à Rodrigue :

No te doy la culpa a ti.

Avec l'agrément de notre collègue du feuilleton lyrique, un dernier mot au théâtre de la Nation.

Son affiche se recrutait dernièrement de noms tellement inconnus (on jouait *la Muette*), qu'elle eût fait honneur à Brives-la-Gaillarde ou à Carpentras. Outre la pauvreté des exécutants, espère-t-on ramener la foule avec des ballets comme *Nisida* ou *les Amazones*, ballet où l'on pose Mlle Plunkett en *étoile*, sans lui demander préalablement si elle se sent de force à porter l'héritage de Mlle Marie? Malheureuse direction! malheureux théâtre! Si MM. Duponchel et Roqueplan sont victimes, pense-t-on que le public ne le soit pas davantage? Il y a des gens qui vont jusqu'à dire qu'à défaut d'une œuvre de M. Meyerbeer on ouvrirait par un opéra de M. Lacrosse, qui n'a qu'un tort, celui de trop persévérer dans la protection inouie dont il veut bien honorer M. Adam.

Nous prendrons la liberté de demander aussi au Théâtre de la Nation ce qu'il compte faire de la cargaison de poèmes reçue par M. Léon Pillet avant qu'il ne fût consul à la façon de M. Sentis? Le programme de la direction n'est guère rassurant jusqu'ici, à moins que pour la danse on n'ait recours à Mlle Lola Montès.

Il n'est plus question du tout de M. Balfe, dont on espérait une partition. Mais n'est-il donc parmi les compositeurs étrangers que M. Balfe? N'y aurait-il rien, par exemple, à prendre des Spontini, des Spohr et des Marschner? M. Meyerbeer lui-même a-t-il tenu toutes ses promesses? Nous savons de bonne source que la veuve de Weber l'avait chargé depuis longtemps d'arranger pour la scène française un opéra allemand nommé *Pinto*, dont les *lieder*, déjà noués entre eux, n'attendaient plus que le secours d'une orchestration complète.

Le poème fut d'abord confié à MM. Roger de Beauvoir et St-Georges. Le premier acte devait être signé du nom de Weber; le second du nom de l'auteur du *Prophète*. Une seule difficulté se présentait : c'était que l'acte dévolu à M. Meyerbeer produisît sur son auditoire une impression moins forte que celle de l'acte où devaient s'enchâsser les perles de l'auteur de *Freischütz*. Or M. Meyerbeer trouva le premier acte remarquable; mais le second lui parut moins éclatant. Espérons que l'attrait de la bienfaisance l'emportera sur les scrupules du maëstro, et que cette double cou-

tagnards, » et il fait grand bruit de notre silence à cet égard... Eh! mon Dieu, la réponse était-elle donc si indispensable... Ils se sont retirés devant les coups de sabre portés par la violence réactionnaire contre des gens sans armes qui ne provoquaient pas. Est-ce là ce que le *Pays* tenait à savoir?

Ce journal parle de nos « prétentions de rhéteur. » Nous n'avons pas souvenance d'en avoir jamais affiché; nous ne prétendons qu'à la bonne foi, mais certes nous n'oserions y prétendre, pas plus qu'à la logique, s'il nous arrivait de commettre des réponses comme celle que nous adresse le *Pays*, lequel soutient ce matin que la désunion règne et règnera dans notre parti, et qui, deux jours auparavant, écrivait ceci, en parlant de nous : « Ces hommes si divers » d'idées, de volontés, d'instincts, sont unis aujour- » d'hui : le serons-nous moins qu'eux ? »

Pour soulager la détresse de sa polémique aux abois, le *Pays* est obligé de mettre la main sur quelques querelles tout à fait individuelles de certains chefs de la démocratie; et voyez son infortune il se prend à la souricière d'une contradiction...

On conviendra qu'il peut, à la rigueur, suffire de cette condamnation portée par le *Pays* contre sa propre thèse. Si pourtant on voulait y joindre le jugement des faits, et par eux prouver que le parti auquel se rattache le journal en question est assez mal venu à parler de la désunion démocratique, nous citerions les interminables controverses de deux organes des rétrogrades, assez proches parents l'un de l'autre, l'*Univers* et la *Gazette de France*, plus les discussions des deux réunis avec le *Constitutionnel* et les *Débats*, et nous y joindrions les paroles suivantes du *Pays* lui-même, imprimées dans le numéro de ce matin : « Le dépit, la rancune, l'esprit de parti aveu- » glent l'*Assemblée nationale.* »

Un mot encore. Que devons-nous penser de l'insistance du *Pays* à rappeler deux lignes écrites il y a trois mois? Avec le sens que paraît leur prêter ce journal, cela ne ressemble-t-il pas à une dénonciation, et, dans ce cas, le *Pays* ne ferait-il pas mieux d'abandonner cette besogne aux procureurs généraux?...

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

DE LA TRIBUNE DES PEUPLES.

ETATS GERMANIQUES.

Deux chemins de fer, qui faciliteront les communications de l'Allemagne avec l'Italie et l'Autriche, viennent d'être inaugurés. Le premier va de Munich à Hof, l'autre de Gratz en Styrie à Laybach dans la Carniole.

— L'aide de camp du président de la République, M. Persigny, est arrivé à Dresde le 17 septembre.

DANEMARK.

La *Gazette du Weser* annonce qu'on n'attend dans le Schlesvig que l'expiration de l'armistice pour recommencer la guerre avec le Danemark. Le conseil municipal de la ville de Husum a refusé de reconnaître le bougmestre nommé par le nouveau gouvernement, et il a été dissout; les habitants ayant refusé de procéder à de nouvelles élections, et personne ne voulant administrer la ville avec le nouveau bourgmestre, le major prussien, envoyé pour régler ces difficultés, a fait venir à l'Hôtel-de-Ville trois des notables, leur a déclaré qu'ils formaient le nouveau conseil municipal, et qu'il allait loger ses troupes chez eux s'ils refusaient ces fonctions. Le pays d'Angeln entre Flensbourg et Schlesvig s'agite également. Deux cents propriétaires se sont réunis le 15 septembre, et ont pris la résolution de ne reconnaître comme autorité légitime que la lieutenance générale instituée par le parlement de Francfort, et de maintenir par tous les moyens possibles les droits du pays, et notamment l'indissoluble union du Schlesvig et du Holstein.

Une résistance passive serait organisée contre tout ce qui serait contraire aux précédentes dispositions. L'impôt ne sera payé que dans les caisses de Holstein à Rendsbourg. Tous les adhérents de ces déclarations qui circulent dans le pays s'engagent à payer leur quote-part dans l'emprunt forcé et dans la contribution de guerre votée par l'Assemblée nationale, de veiller à ce que tous les conscrits schlesvigeois entrent dans l'armée des deux duchés et à soutenir avec énergie les fonctionnaires publics qui refusent d'obéir au gouvernement. Des soldats danois en congé fourmillent à Hadersleben et y insultent tout ce qui est allemand. Le fameux agitateur danois Lauritz Skau y est également revenu. Le gouvernement ayant donné ordre au commandant de la gendarmerie de se rendre à Flensbourg pour donner des renseignements sur le corps qu'il commande, celui-ci a refusé de donner suite à cet ordre émané, dit-il, d'une autorité qu'il ne reconnaît pas.

PRUSSE.

BERLIN, 20 *septembre*. — Le ministre de l'intérieur a annoncé à la première chambre dans la séance d'aujourd'hui qu'il croyait à la nécessité de proposer une loi qui restreindrait le droit d'association. « Il existe, dit-il, à Berlin une société, où s'est passé entre autres le fait suivant : Un des orateurs a agité une pierre en disant qu'il désirerait s'en servir pour briser la tête à tous les princes allemands. Un autre a appelé Robert Blum l'Egmont du nouveau temps. On y enseigne la révolution française. Dans les leçons philosophiques on dit que la religion chrétienne n'est pas vraie, que le but de la vie est l'existence matérielle et non pas l'idéale. Au nombre des questions se trouvait celle de savoir si et comment un homme qui a fait le mal peut recouvrer sa tranquillité. Voici quelle a été la réponse; quand avec le projet de ne plus faire le mal, il possède la force d'âme d'oublier son crime. Il faut remédier à ces dangers par une bonne loi. Cette société n'est pas isolée; elle a des relations à Vienne, et probablement aussi à Varsovie et ce n'est pas une société politique. Je vous prie donc d'adopter les amendements concernant le droit de se réunir. »

Après la discussion des amendements proposés par plusieurs membres, la chambre a adopté l'article suivant :

Art. 28. Tous les Prussiens ont droit de se réunir en sociétés dans les buts qui ne seront pas contraires aux lois pénales. La loi règle, dans l'intérêt du maintien de la tranquillité publique, l'exercice du droit garanti dans cet article. Les associations politiques peuvent être soumises, par la voie législative, à des défenses et à des restrictions momentanées.

L'article 29, qui disait que la loi déterminera les conditions auxquelles les droits de corporation pourront être accordés ou refusés, est rejeté par la chambre malgré l'opposition des ministres.

Article 30. Tous les Prussiens ont droit d'adresser des pétitions. Il n'y a que les autorités qui puissent adresser des pétitions collectives. Adopté.

La seconde chambre a adopté, dans la séance du même jour, les articles qui obligent le roi de prêter serment à l'observation de la Charte.

— La correspondance suivante, insérée dans la *Gazette de Cologne*, résume ainsi les difficultés qu'a à vaincre le ministère actuel de Berlin :

« La commission de révision a tenu la semaine passée de nombreuses séances, sans avoir beaucoup avancé. On paraît reconnaître en principe que l'organisation actuelle de la première chambre ne peut être maintenue. Mais quand il s'agit de se mettre d'accord sur la nouvelle organisation, les opinions deviennent très nombreuses, et aucun des projets présentés jusqu'à ce jour n'est parvenu à les concilier.

» La proposition de M. d'Arnim est celle qui a attiré le plus l'attention. Il demande que le roi choisisse un tiers des membres de la première chambre parmi les grands propriétaires jouissant d'un revenu annuel de 8,000 thalers (30,000 fr.) au moins, et constituer en leur faveur une espèce de pairie héréditaire. La commission a reconnu qu'une pareille institution ne pouvait offrir de grands avantages pour les intérêts conservateurs que là où l'on en trouvait les premiers éléments.

» En Prusse, il n'y a pas de vieilles familles riches et attachées aux traditions d'un royaume né dans les temps modernes. La première tempête renverserait une création factice qui, loin de fortifier, ne ferait qu'affaiblir la couronne. La proposition d'Arnim a donc été repoussée par 14 voix contre 6.

« Le ministère n'a pas encore, à ce qu'il paraît, fait de réponse aux propositions autrichiennes. Il ne peut guère les accepter. La Prusse ne peut pas entrer dans une combinaison où elle aurait toujours la minorité, et où les arbitres principaux sont le Hanovre et la Bavière, les alliés traditionnels de l'Autriche. Si la grande confédération ne se constitue pas, il faut renoncer à l'espoir de voir l'Etat fédératif s'établir. Ce projet échouera contre la résistance du Hanovre et de la Saxe. Que restera-t-il alors? L'ancienne diète de 1815.

« La conséquence naturelle de tout ceci est que le ministère Brandenbourg-Manteuffel est ébranlé. Il est question de placer le comte d'Arnim-Boitzenbourg à la tête du nouveau cabinet. C'est le triomphe de la réaction, de la droite pure. Le parti libéral ne doit plus se taire, sinon l'aveuglement et la trahison précipiteront le pays au fond d'un abîme. »

— Les démocrates de Berlin commencent à déployer une grande activité. Ils dirigent avant tout leur attention sur l'armée, et ils s'efforcent de se mettre en contact avec les sous-officiers.

POLOGNE.

VARSOVIE, 18 *septembre*. — Les journaux de Varsovie sont remplis du programme qui a été observé hier pendant la translation des dépouilles mortelles du grand-duc Michel du palais du Belvédère à la cathédrale russe. En voici quelques détails : Les vingt-cinq décorations que possédait le défunt étaient portées par autant de généraux et de colonels : le clergé russe, c'est-à-dire les popes des régiments, accompagnait le char funèbre. Le clergé catholique était rangé devant les portes des églises devant lesquelles le convoi passait. Aucun prêtre catholique n'est entré dans la cathédrale russe. Les rues étaient parsemées, faute de cyprès, de petites branches d'ifs, etc. Aujourd'hui le char funèbre a quitté Varsovie par les barrières de Saint-Pétersbourg. Le grand-duc était né en 1798. Il laisse une seule fille, la grande-duchesse Catherine, née en 1827.

— On écrit de Posen que le départ de l'empereur Nicolas de Varsovie a eu pour cause unique la mort de son frère. Avant de partir, il aurait promis de revenir le plus tôt possible pour être plus près des événements que les réactionnaires préparent en Allemagne. On a répandu à Posen le bruit que le gouvernement prussien est en conférences avec le cabinet de Saint-Pétersbourg pour échanger une partie du grand duché de Posen contre le gouvernement d'Augustow qui, dans le royaume actuel de Pologne, avoisine la Prusse orientale. Le jury de Posen commencera ses séances le 24 septembre. Il sera inauguré par un procès politique intenté à M. Krutowski, accusé d'avoir commandé les insurgés de Posen en 1848.

HONGRIE.

Nous lisons dans une correspondance de la *Gazette d'Augsbourg* : Les dispositions des Hongrois deviennent très hostiles à l'Autriche, par suite des mesures trop sévères envers les vaincus. On se tromperait, si on croyait que ces derniers ont renoncé pour longtemps aux hostilités, même après une si générale dévastation du pays et après un si terrible échec moral. Le fait est que l'insurrection hongroise n'est comprimée qu'extérieurement. La haine contre l'Autriche a même augmenté. La dépréciation complète des billets de Kossuth a réduit à la misère des milliers de familles, et la dégradation des officiers de l'armée hongroise pour s'en servir comme simples soldats a blessé l'honneur des Hongrois. On connaît mal l'aristocratie hongroise, si on suppose qu'elle est attachée à l'Autriche. Elle a aidé l'Autriche quand celle-ci luttait avec la démocratie; mais elle lui sera hostile quand il s'agira de la nationalité hongroise. Le zèle des employés autrichiens et des officiers allemands nourrit son antipathie contre l'Autriche. Aussi, pour faire ressortir cette antipathie, les Hongrois ne cessent de combler d'éloges l'esprit chevaleresque et l'humanité des généraux russes.

RUSSIE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 13 *septembre*. — Le drapeau de la forteresse de Munkacz et 64 autres drapeaux hongrois ont été avant hier promenés dans les rues avec beaucoup de solennité. Ils ont été escortés par un régiment de cavalerie et déposés dans le palais d'hiver.

ITALIE.

Piémont. — TURIN, 19 *septembre*. — Chambre des députés. Séance du 18.

Le député Pescatore, au nom et comme rapporteur de la commission de la loi des finances, a demandé que le budget fût imprimé et distribué à tous les députés.

Le ministre des finances n'a mis aucune opposition à cette mesure; mais comme cette impression pourra prendre beaucoup de temps, il demande que les lois de finance qu'il a présentées soient discutées sans retard.

La chambre a ordonné l'impression du budget.

Un député, M. Siotto-Pinto, qui semble très pressé de payer aux Autrichiens la rançon de 73 millions imposée au Piémont, se plaint que le rapport sur le traité de paix éprouve des retards.

M. Cabella, en sa qualité de membre de la commission chargée d'examiner cet onéreux traité, répond au préopinant que depuis très peu de jours la commission est en possession des pièces; qu'elle a consacré trois séances par jour à l'examen et à la discussion de cette affaire importante, et a conclu en lançant une épigramme fort acérée contre M. Siotto-Pinto, qui n'a pas eu l'air de s'en apercevoir.

M. Barbier développe sa proposition pour faire déclarer route royale le chemin de Chivasso au grand Saint-Bernard.

Malgré l'opposition de M. Galvagno, ministre des travaux publics, la proposition de M. Barbier est prise en considération.

La discussion s'ouvre ensuite sur l'abolition des majorats et des fidéi-commis.

Le président donne lecture de la loi telle qu'elle est sortie des mains de la commission.

Divers députés ont pris la parole, soit pour combattre, soit pour appuyer le projet de la commission. Un certain M. Mollard, nul comme orateur, mais écrivain infatigable, a lu à la tribune une longue et fastidieuse élucubration contre la loi. Après un discours de M. le ministre de la justice, la chambre a renvoyé la discussion au lendemain.

Lombardie. — MILAN, 18 *septembre*. — On lit dans la *Gazetta di Milano :*

« Le ministère a déjà pourvu à l'institution, aux règlements et à la réforme des chambres de commerce dans toutes les *Provinces* de la monarchie. Le ministre chevalier de Bruck a jugé qu'il était indispensable de mettre en harmonie les règlements des chambres de commerce, arts et manufactures du royaume lombardo-vénitien avec ceux qui ont été adoptés pour les chambres des autres provinces de l'empire, en ayant égard, autant que possible, aux exigences locales de ce royaume. Il a donc établi le réglement qui suit, dans lequel ont été reprises et fondues toutes les modifications et additions à la loi fondamentale du 27 juin 1811, que le susdit ministre a jugées propres à remettre les chambres de commerce *de ces provinces* au niveau des besoins et des vœux de l'époque actuelle.

» C'est ainsi que l'on pourra obtenir de ces chambres un redoublement d'activité et cette intelligente coopération qui sont nécsssaires pour que le ministre du commerce puisse étudier les améliorations qu'il veut introduire dans les diverses branches du commerce et de l'industrie.

» Ledit réglement a été déjà communiqué par moi, le 23 juillet dernier, aux chambres de commerce pour être mis immédiatement en vigueur, mais seulement pour en faire l'expérience.

» Le ministre du commerce se réserve d'ailleurs de pourvoir par la suite à l'établissement d'un conseil général de commerce, qui, aux termes de l'art. 1er de la susdite loi italienne de 1811, sera convoqué dans la ville où réside le gouvernement, et auquel interviendront les délégués de toutes les chambres de commerce du royaume.

» Milan, 9 septembre 1849.

» MONTECUCCOLI. »

Nous croyons inutile de rapporter tout au long le réglement, dont les dispositions, du reste, nous ont semblé très sages. Nous en extrayons seulement celles qui ont rapport aux attributions des chambres de commerce.

» Il appartient aux chambres de commerce de donner leur avis toutes les fois qu'elles en seront requises, soit par la magistrature, soit par le ministère lui-même, et en outre sur les matières suivantes :

» Sur les projets pour l'amélioration de la législation commerciale et industrielle;

» Sur l'adoption de nouveaux tarifs de douanes et de monnaies;

» Sur la réforme du système des poids et mesures;

» Sur les taxes à imposer dans toutes les branches des arts, du commerce et de l'industrie;

» Sur l'opportunité et la convenance de transactions internationales de commerce, navigation et transit : sur l'établissement de nouveaux consulats, entrepôts, marchés et foires, etc.

Rien de mieux, comme on voit; l'Autriche sent la nécessité de faire des concessions à la Lombardie. Elle étend les attributions des chambres de commerce, et en même temps pour affermir davantage son usurpation, elle appelle au conseil général de commerce, qui siégera à Vienne, les délégués des chambres lombardo-vénitiennes, où ces mêmes délégués se trouveront nécessairement en minorité. L'intérêt de l'autriche est d'inonder la Lombardie, sa vache à lait, des produits inférieurs de son inférieure industrie. Quoiqu'en apparence les intentions soient libérales, le fond n'en reste pas moins le même. Cet état de choses pourra satisfaire peut-être quelques gros spéculateurs; le Peuple ne s'en ressentira nullement, et toutes ces mesures ne pourront lui faire comprendre que sa propre nationalité doive disparaître uniquement pour alimenter et entretenir les finances d'une autre nationalité pauvre et mendiante.

Vénétie. — UDINE, 11 *septembre*. — Le sieur Kerpan, faisant fonctions de commandant militaire de cette province, a notifié à tous qu'il appartiendra que le 11 septembre il a fait fusiller, ou si l'on veut assassiner, un certain Jacques Crovich, en la possession duquel ont été trouvées quelques munitions, le tout en conformité des ordonnances des 29 septembre et 10 mars derniers, éditées par le bourreau de la Lombardie, maréchal Radetzki.

Toscane. — FLORENCE, 15 *septembre*. — Léopold d'Autriche est parti ce matin en compagnie de Sproni, Bhytayles et autres pour Trieste, afin de prêter foi et hommage à l'empereur Joseph, attendu dans cette ville. Le nouveau maréchal court rendre grâces à son seigneur et maître, heureux de reconnaître sa suzeraineté. Peut-être le repentir n'est pas loin! Le Peuple est mécontent. Les taxes énormes qui lui ont été imposées par le gouvernement justifient assez sa mauvaise humeur. Personne ne veut payer, et dans le faubourg de S. Frediano, habité par la partie la plus pauvre de la population, on déchire toutes les affiches et l'on maltraite les pauvres porteurs de contraintes. Les paysans ne sont pas tranquilles. Malgré tout ce bruit, il faudra bien payer; les Autrichiens ne sont-ils pas là?

Quelques cas isolés de choléra se sont produits. On a pris toutes les mesures nécessaires pour faire face à ce fléau.

Si nous sommes bien informés, le gouvernement traite un emprunt de 30 millions de francs avec une maison de Hollande. Les négociations sont très avancées.

Les troupes autrichiennes dans la Romagne doivent être portées à 40,000 hommes. Les troupes qui sont actuellement à Venise doivent remplacer celles qui sont en Toscane.

LIVOURNE, 14 *septembre*. — Le major Laterer de Linterburg, commandant la place de Livourne, a publié une nouvelle notification pour prohiber le port de toute espèce de couteau et même des aiguilles d'emballage, ou de tout autre instrument qui pourrait occasionner des blessures.

Tous ceux qui auront transgressé les ordres contenus dans cette notification seront transférés dans une forteresse, jugés sommairement par le conseil de guerre autrichien, et condamnés suivant toute la rigueur des lois militaires.

Etats romains. — ROME. — L'impression de la lettre du président de la République français dans le *Giornale di Roma* semble souffrir quelques difficultés. L'*Osservatore romano* du 5 septembre traitait cette lettre fort cavalièrement et se refusait à lui reconnaître aucun caractère officiel. A Bologne, le *Monitore Toscano* qui avait eu l'imprudence de publier cette lettre était enlevé par des commissaires de police de tous les lieux publics. Aujourd'hui le général Rostolan veut donner à cette lettre les honneurs de la publicité dans le journal officiel, et le journal officiel fait la sourde oreille.

Nous verrons à qui restera la victoire, et si le nouveau général en chef s'entendra aussi bien à emporter d'assaut une imprimerie qu'à forcer les remparts d'une ville.

On annonce l'arrivée de M. de Corcelles et celle de M. de Rayneval, son très triste substitut. On ne comprend pas que la France maintienne un agent qui remplit si mal sa besogne, et n'a pas pu, depuis six mois, faire avancer d'un pas la question romaine.

SUISSE.

Berne, 21 *septembre*. — Sur la demande du conseil fédéral, le gouvernement de Berne a demandé des informations sur l'état du quatrième régiment suisse à Naples. Tous les renseignements que Berne a pu recueillir n'ont rapport qu'au nombre des hommes enrôlés depuis 1842 jusqu'au moment où les enrôlements ont été défendus; pendant ce temps, 1081 individus ont été enrôlés; il en est

---

ronne fera resplendir d'un plus vif éclat les nouveaux lauriers qu'il vient de cueillir. Weber, on le sait, ne laissa rien à sa veuve.

Passez, *muscadins, grands écoliers et congrès*, passez et trépassez! Pour louer Mme Doche et MM. Hoffmann et Leménil, nous renvoyons leurs théâtres respectifs à mieux. Quant à *Un Intérieur*, bleuette de M. Brisebarre, bien jouée par M. Ambroise, c'est inoffensif mais un peu pâle.

Quel est ce bruit? Nous y sommes, c'est le diable qui, armé de sa sonnette, nous appelle à la Gaîté.

En bonne métaphysique, le mal n'étant qu'une négation, le diable, son principe, n'est qu'un être de raison. Le diable, c'est le remords de l'homme fait image; et tant que le remords subsistera, l'image aura cours, sous une double forme. Dans le monde du mythe, elle se présente en colosse aux yeux du poète. Quand elle se dresse, l'homme, en regard, approche plus de la taille du géant que les géants de la taille de ses bras :

E più con un gigante i' mi convegno,
Che i giganti non fan con le sue braccia.

Aussi lorsque le colosse traverse les flammes de l'abîme, laisse-t-il entre elles et lui une horrible vallée :

... Leave i' th'midst a horrible vale.

C'est là le démon des épopées divines, des Dante, des Milton, des Klopstock; la scène ni le roman ne sauraient rien avoir de commun avec lui. Celui qui est à leur portée, c'est le diable de l'épopée humaine de Gœthe, de Byron, du barde slave, c'est ce Méphisto qui nie tout, qui préfère le commerce des vivants à la société des morts.

Ich bin der bœse Geist der stets verneint...
. . . . Mit den Todten
Hab' ich mich niemals gern befangen;
Am meisten lieb' ich mir die vollon frischen Wangen.

Incarnation de tous les vices de l'homme, de toutes les bizarreries de la nature, comme eux il ne fait que croître et embellir sous tous les aspects possibles, homme et bête à la fois :

Rosnie. rosnie, na dwa lokcie,
Nos jak haczyk, knizo noge
I krokulczs mapoznokctie.

Oui, voilà l'être fictif qui, depuis le *Diable boiteux* de Lesage, a attaché son nom à tant de romans, à tant d'œuvres scéniques : le *Diable amoureux*, les *Mémoires du Diable*, le *Diable à l'école*, le *Diable à quatre*, les *Sept Châteaux du Diable*, les *Pilules du Diable*, les *Talismans du Diable*; nous en passons et des meilleurs. Enfin il ne manquait plus que la *Sonnette du Diable*.

Qui ne connaît le roman sombre et plein d'intérêt par lequel feu Frédéric Soulié a ouvert la série des grands romans-feuilletons, dans le but de nous montrer tout ce que la société moderne, sous des dehors séduisants, cachait d'ignoble et de hideux? Vous voyez cette femme aux traits gracieux, au sourire limpide; vous la croyez un ange, n'est-ce pas? Eh bien! c'est une adultère, une homicide, et c'est par vanité qu'elle a commis les deux crimes. Quel digne homme, dites-vous, que ce baron! avec quel scrupule il paie des dettes dont ses créanciers eux-mêmes ne se doutent pas! Oui; mais quand sa sœur a failli, par orgueil il la retient, elle et son enfant, au fond d'un pavillon muré; morte aux yeux du monde par le fait d'un faux, l'hypocrite la pleure en jouissant de sa fortune. Et combien d'infamies encore que le héros du roman apprend de la bouche de Lucifer!

Nous n'analyserons pas les douze tableaux que MM. Anicet Bourgeois et Guerville ont tiré de ce roman. Nous ne suivrons pas le comte Armand de Luizzi au château de ses pères, où, à l'exemple de Faust, il évoque Satan, jusqu'aux forges de M. de Cerny, où il rencontre la criminelle Hortense Buré; puis, de là, dans un parc au milieu duquel se trouve le cachot de la sœur infortunée du baron.

Laissons aussi de côté tous les costumes dont se revet Satan pendant ces scènes et les suivantes : ici, au couvent où Luizzi découvre que sa sœur, près de prononcer ses vœux, aime un chevalier d'industrie; là, aux noces de Cerny et de Léonie, adorée en secret par Armand, et du chevalier en question qui, la dot de Mlle de Luizzi une fois touchée, s'enfuit avec la perfide Juliette, son amie de couvent; plus loin, au moment où, lui, l'esprit du mal, il détourne les balles qu'envoie Cerny à sa femme et à son rival; et enfin dans un port de mer, alors que les deux amants, sur le point de s'embarquer, sont tout à coup arrêtés, Armand, sous l'inculpation d'avoir tué Cerny, qu'on vient de trouver mort sur la route, Léonie comme étant sa complice. Passons outre, et bornons-nous à quelques observations générales.

Si la pièce offre quelque intérêt, l'honneur en revient de droit au romancier. Messieurs les faiseurs de mélodrames bourgeois ne sont pas toujours aussi habiles qu'on le suppose. Si dans la scène où il attribue à un adultère la connaissance d'un secret de ménage que Luizzi doit à Satan, Cerny tuait le comte, le drame évidemment finirait là. Or, voulant continuer l'action, les auteurs font intervenir Léonie pour sauver Armand. Mais n'est-ce pas tout justement le moyen de le perdre, d'amener deux crimes au lieu d'un, et par conséquent d'arrêter la marche de l'action? Les ficelles ne sauraient empêcher d'apercevoir le faux.

Poursuivons. Si, dans sa soif de savoir, Luizzi a évoqué Satan, ce n'est pas avec le désir du mal. Son cœur et sa conduite restent toujours honnêtes. Eh bien! du moment où il consent à laisser son âme à Satan, à condition que celui-ci sauve les jours de personnes chéries, n'y avait-il pas un autre dénoûment tout indiqué par les exigences habituelles du public populaire des boulevards? Ils vivent tous, s'est écrié Satan : supposez ici, par suite de l'intervention divine, la mort subite de la sœur d'Armand, rentrée au couvent, le pacte n'est-il pas rompu de lui-même? L'ange, sous les traits de la femme, sauvait le frère; et ceci n'aurait nullement empêché la scène finale des tombeaux et de la prière : elle serait restée la même, avec cette différence que c'est le frère qui se fût agenouillé sur la tombe de sa sœur, et le diable, ce grand trompeur, se voyait à son tour attrapé. Décidément les faiseurs ne pensent pas à tout.

Enfin, pour parler le langage du noble faubourg, le diable est gentilhomme, roi, pape du cénacle infernal : MM. Anicet Bourgeois et compagnie, comprenant mal la pensée du romancier, en ont fait un Pasquin. Ce contre-sens explique le jeu par trop comique de M. Raucourt; le rôle eût mieux convenu à M. Mélingue. Après quelques représentations, M. Lacressonnière sera plus maître du sien.

Les auteurs auraient aussi dû accuser plus fortement le personnage d'Henriette la folle. En suivant ce personnage, nous avons donc de nouveau subi la folie de Mlle de Cardoville, et il faut vraiment que la folie soit un poème lamentable pour que deux écrivains d'un mérite incontesté, MM. Sue et Soulié, s'en soient ainsi disputé les lambeaux.

Menaces violentes, séquestration, intimidations judiciaires, abus de pouvoir de toute nature, quel triste tableau pour une société qui se débat encore aujourd'hui dans un cercle de préjugés et d'erreurs!

Dirons-nous ici toute notre impression, pendant que ce rôle de la folle passait ainsi devant nous sous les traits de Mme Fernand? Nous retrouvions vivante, à côté de nous, une autre image, une autre iniquité, un autre supplice. Ces crimes, trop communs dans les familles, ces crimes, qui n'ont souvent que la cupidité pour cause, se reproduisent à intervalles égaux et se consomment avec un effrayant sang-froid. Que nous rapportait hier une personne qui arrivait de Toulouse? Que, dans l'hôtel où elle était descendue, une femme jeune, belle et mère de trois enfants, avait été tout d'un coup brusquement arrachée de ce domicile banal nommé une auberge, pour revêtir la camisole de force que lui présentaient trois gardiens, et se voir entraînée, par ordre de son mari, dans une maison de fous voisine de la ville. Le témoin qui nous racontait le fait ajoutait que, dans plusieurs entrevues successives avec la victime, il avait pu se convaincre non seulement de la lucidité de son intelligence, mais encore de son amour éclairé pour ses enfants. La veille même elle dînait avec son mari dans une chambre commune, au même hôtel; il laissait devant elle les couteaux, les plats, toute l'ordonnance du repas, et jamais elle n'avait interverti cet ordre.

Quel crime avait donc commis cette femme, cette mère, pour qu'on l'arrachât aussi violemment à ses enfants, à sa liberté, à sa famille?

Hâtons-nous de dire, pour l'honneur de l'époux, qu'il se garda bien d'assister à l'odieux enlèvement. Mais, ce qui ne surprendra peut-être pas moins, c'est que, le soir même et dans la salle des voyageurs, ce noble monsieur dînait aussi tranquillement attablé qu'un insulaire chez Véry.

Quand de tels faits se présentent corroborés d'un témoin oculaire, nous sommes heureux, nous autres qu'on accuse si souvent de rêver le renversement de la famille, oui, nous sommes heureux d'en invoquer le droit indélébile en faisant un appel à la justice intéressée des premiers magistrats de Toulouse. Voilà certes pour eux une belle occasion de prendre en main des droits d'abord méconnus, puis réhabilités dans la personne de Calas, leur concitoyen, de ce Calas dont l'art dramatique, après le bourreau, s'est un jour également emparé.

JEAN JULVÉCOURT.

Aujourd'hui à 6 heures 1/2 à l'Odéon : *Le Vert galant*; — *les 3 Sultanes*; — *la Jeunesse du Cid.*

mort 440. C'est presque la moitié. S'enrôler pour Naples, c'était presque courir à la mort.

(*Helvétie*).

Tessin. — Malgré les assurances les plus fondées données par le conseil fédéral au gouvernement du Tessin, la population de ce canton conçoit de vives inquiétudes sur l'attitude de plus en plus menaçante que l'Autriche prend aux frontières. Les soldats et les officiers autrichiens se plaisent à répandre des bruits sur une prochaine invasion. Maintenant que la cause des réfugiés ne peut plus donner un plausible motif à l'Autriche, comme l'année dernière, une invasion dans notre canton serait une attaque directe à la confédération, un acte de violence. Nous ne savons pas trop à quoi nous en tenir sur cela; mais le conseil fédéral ferait sagement, s'il voulait bien prendre des mesures pour rassurer les esprits et protéger convenablement notre territoire. (*Republicano.*)

Genève. — Nous attendons avec impatience dans nos murs l'arrivée de M. Daru en qualité de ministre de la république française. Il pourra juger lui-même et voir les choses de ses propres yeux. Au reste, les réfugiés étant internés, son gouvernement n'aura plus aucun motif de craindre. C'était le meilleur moyen de fermer la bouche à la calomnie. Le *Journal de l'Ain* et le *Courrier de Lyon* en seront au désespoir, car ils n'auront plus rien à dire contre notre canton. (*Revue de Genève.*)

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 22 *septembre, midi.*— Consolidés, au comptant, 92 1|2 5|8; pour compte, 92 5|8 3|4. — Ces derniers ferment à 92 7|8.

Le compte-rendu hebdomadaire de la Banque d'Angleterre présente, au 15 septembre, une circulation de 27,910,000 livres sterling en billets, et une réserve métallique de 13,910,900 livres.

—La reine doit quitter Balmoral le 27 et passera par Edimbourg pour retourner en Angleterre.

ESPAGNE.

MADRID, 18 *septembre*. — Entre toutes les économies projetées par le ministere de l'intérieur, on parle de la suppression de tous les *chefs politiques*. C'est une plante exotique qui, dans le terrain administratif, n'a produit aucun avantage que l'on puisse comparer à ceux qui résultent de l'institution des sous-préfets dans un pays voisin. Ainsi, dit un journal ministériel, *El Païs*.

Les chefs politiques coûtent du reste à l'Etat douze cent mille réaux, et si l'on supprime les chefs politiques, ce sera toujours une économie, dont le résultat cependant reste encore à apprécier.

Il paraît que le gouvernement ne veut accorder aucun subside aux émigrés italiens qui sont arrivés en Espagne, malgré la demande qu'ils en ont faite. Cette conduite du gouvernement espagnol est d'autant plus blâmable que nos émigrés ont toujours trouvé aide et appui dans toutes les contrées de l'Italie, que leur nombre était bien supérieur à celui des émigrés italiens qui se trouvent aujourd'hui en Espagne, et dont le nombre s'élève à peine à quinze ou vingt.

L'expédition espagnole est arrivée à Melilla, en Afrique. A peine fut elle en vue du port que, sur toutes les hauteurs environnantes, des feux furent allumés par les Marocains.

On se plaint que l'expédition ne soit pas assez forte ; à peine les renforts envoyés suffiront ils à garder la place. Il faudrait au moins quatre bataillons en sus pour pouvoir tenir la campagne, et quelques vapeurs pour en imposer aux Maures. Les renforts qu'on a envoyés, ne sont d'ailleurs composés que de conscrits qui n'ont pas encore vu le feu et le commandant de Melilla ne pouvant s'aventurer avec eux en rase campagne. La place sera toujours bloquée. Aussi, trouve t-on fort extraordinaire que le gouvernement conserve en Italie une armée qui n'y sert à rien, et qui serait si utile ailleurs.

GRÈCE.

ATHÈNES, 8 *septembre*. — Nous lisons dans la correspondance particulière du *Sémaphore* de Marseille :

« La modification du ministère, qui semblait devoir être assez large, s'est bornée, comme nous vous le disions dans notre précédente lettre, à la retraite de M. Christidès. Le désaccord s'est éclipsé devant la crainte que chaque ministre avait de perdre son portefeuille. Aussi, le cabinet jouit de la plus grande quiétude; mais un fait remarquable, c'est que la presse opposante, ce qui veut dire en Grèce les cinq sixièmes des journaux, a cessé de faire de l'opposition au ministère ; les journaux ministériels ne sont nullement troublés dans leurs hymnes à leurs patrons respectifs! L'indifférence et le dédain paraissent être l'arme que l'opposition veut essayer auprès du cabinet actuel.

Un grand nombre de députés sont absents, ceux qui sont à Athènes ne parviennent que fort rarement à se trouver en nombre pour siéger. Le sénat va à petites journées pour le budget de 1849, en sorte que ces messieurs du sénat et de la chambre arriveront à la fin de l'année législative sans perdre leurs appointements.

Nous avons en ce moment environ cinq cents réfugiés politiques à Athènes, parmi lesquels se trouvent des officiers supérieurs; les Polonais, au nombre de 125, cherchent à partir, ce qui leur sera difficile, n'étant pas admis en Turquie; les autres sont des Italiens.

Le gouvernement grec a accordé en principe cinq jours de nourriture aux premiers réfugiés qui sont arrivés en Grèce, environ 200; mais des souscriptions s'étant ouvertes spontanément, et des sommes assez fortes ayant été réunies par des commissions qui se sont formées à Athènes, le gouvernement a cessé de fournir ce premier secours. En attendant, les réfugiés ne manquent de rien, plusieurs d'entre eux ont trouvé du travail, et tous ceux qui ont des professions en trouveront. Il ne convient guere de se louanger soi-même, mais il est juste de dire que les Grecs ont accueilli les réfugiés venant de Rome avec la plus vive sympathie. D'après des on dit, le gouvernement grec craignant, le pays étant pauvre, une trop grande affluence de réfugiés, aurait l'intention de ne plus recevoir les émigrés politiques; nous vous envoyons à ce sujet la traduction d'un article de la *Minerve*, journal fort estimable, qui se publie en Grèce :

« Tandis que tout le Peuple grec montre la plus grande sympathie pour les réfugiés italiens, polonais et autres, et qu'il se fait un honneur de soulager, par des dons de toute espèce, ces victimes de la sainte liberté, M. Glaraki, notre ministre des affaires étrangères, pour nous prouver qu'il ne respecte pas plus l'honneur national qu'il ne pense à l'intérêt des nations, mais au contraire, pour nous prouver qu'il est toujours l'organe passif, tantôt de l'un, tantôt de l'autre ministre étranger, a écrit à ses consuls, et ce contre l'opinion de ses collègues, de ne pas délivrer ni viser des passeports pour la Grèce aux réfugiés politiques. »

ÉTATS-UNIS.

L'expédition contre Cuba continue de s'organiser malgré le gouvernement des Etats Unis. Le colonel White, à la tête de 4 à 500 hommes, a quitté la Nouvelle-Orléans pour Round-Island, où il a réuni environ 1,500 hommes et des navires pour faire une descente sur le point de l'île de Cuba qui sera le moins garni de soldats espagnols. La garnison, qui s'élève à peine à 10,000 hommes, et qu'il faudra nécessairement disperser par petits détachements sur les points attaquables, aura beaucoup de peine à empêcher le débarquement. Le corps expéditionnaire, en mettant le pied dans l'île, prononcera immédiatement la déchéance du gouvernement espagnol, proclamera la République et l'indépendance de Cuba, et formera un gouvernement provisoire. Les autorités de l'Union ont arrêté un navire chargé d'armes et de munitions destiné en apparence pour Curaçao, mais appartenant à l'expédition du colonel White.

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* ne contient pas aujourd'hui de partie officielle.

— Parmi les victimes de la réaction dans le grand duché badois se trouve M. Valentin Blind, lieutenant d'infanterie, qui vient d'être condamné par la cour martiale à dix ans de casemates, comme étant un des *principaux séducteurs de l'armée grand-ducale*. Il est le frère de M. Charles Blind, envoyé diplomatique du gouvernement révolutionnaire badois, et qui a été expulsé de Paris à la suite du 13 juin. M. Valentin Blind avait fait, il y a un an, la campagne contre le Danemarck, au même temps où son frère leva le drapeau insurrectionnel dans la partie méridionale de Bade. Après la dernière levée de boucliers dans ce pays, au printemps de cette année, Valentin Blind, qui avait combattu du côté du Peuple dans la capitale grand-ducale, fut envoyé contre les troupes prussiennes qui firent invasion. Il se battit avec bravoure, et fut fait prisonnier.

— Un cas d'empoisonnement que vient de nous signaler un médecin, et qui est de nature à inspirer une sage défiance, mérite d'être signalé à l'attention publique. « Il se trouve en ce moment, dans les fontaines qui produisent le cresson, une plante très dangereuse, de la famille des ombellifères, et qui, lorsqu'elle n'est point en fleur, présente des caractères presque identiques avec le cresson. » Cette plante est le *sium nodiflorum* ou panais aquatique. « Mélangée au cresson, elle produit de violentes coliques, des vomissements et des symptômes assez analogues à ceux du choléra. » Le cresson véritable est d'un vert foncé et présente quelques taches brunes; ses feuilles ont une forme arrondie : le *sium nodiflorum*, au contraire, a des feuilles plus longues, d'un vert uniforme, se terminent en forme de cônes, et sont garnies de dents sur leurs bords.

— On lit dans le *Démocrate du Var* :

« Le 18 septembre, à midi, le vapeur la *Salamandre* a pris le large.

» Le même jour, le vapeur le *Dauphin* a appareillé à six heures quarante-cinq minutes du soir. La frégate la *Pomone* a également appareillé et pris le large quelques minutes après le *Dauphin*.

» Cette frégate est destinée, dit-on, à présider au réglement du différend entre le Maroc et la France, différend qui paraît devoir se terminer à l'amiable.

» Nous avions annoncé hier son prochain départ dans ce but. Les communications que nous avons reçues depuis nous portent à croire que nous étions bien informés.

« L'escadre de la Méditerranée, sous les ordres de M. l'amiral Parceval, d'un contre-amiral et d'un nombreux état-major, tous parfaitement inutiles pour le service, mais très propres ensemble à augmenter les dépenses et à dévorer l'argent des contribuables ruinés par l'impôt, demeure sur rade, attendant de nouveaux ordres.

» Nous comprenons très bien qu'on conserve l'escadre à Toulon, en face des complications nouvelles de la question romaine, et même qu'on fasse bon marché de l'affaire marocaine. Ce que nous comprenons moins, c'est la facilité avec laquelle le ministre de la marine laisse jeter par dessus le bord les fonds qui lui sont alloués pour son département.

» L'escadre de la Méditerranée ne peut aujourd'hui avoir qu'un but : elle n'est propre qu'à remplir une mission, celle de sauver notre armée expéditionnaire d'Italie, soit en allant la recueillir, si l'on évacue, soit étant prête à la secourir en l'augmentant de 50,000 hommes, le cas de *guerre* échéant.

» Nos frégates à vapeur sont éminemment propres à remplir cette mission. Quant aux vaisseaux, ils sont bons uniquement à donner des commandements aux amiraux et aux capitaines de vaisseau.

» Depuis dix-huit mois, notre escadre de la Méditerranée, escadre de vaisseaux, s'entend à dévorer plus de 25 millions. Nous sommes prêts à prouver que nous demeurons en dessous de la vérité en posant ce chiffre.

» A quoi a servi cette escadre ? A rien.

» A quoi peut-elle servir ? A rien.

» Si l'on veut avoir une marine forte et puissante, la première chose à faire est de ne pas gaspiller l'argent du budget pour entretenir à grands frais la partie à jamais impuissante de notre marine, soit en matériel, soit en personnel.

» Nous reviendrons sur cette question. »

— D'après les derniers rapports officiels, 1,652 rues nouvelles qui ont une étendue de 40 lieues ont augmenté la circonférence de Londres de 1839 à 1849. Soixante-quatre mille maisons y ont été construites. La population actuelle de Londres s'élève à 2,336,000 habitants.

— L'abus des louanges tarifées a été, depuis quelque temps, poussé si loin qu'il a rendu même les éloges les plus modestes et les plus incontestables tout à fait impossibles, quand il s'agit d'une œuvre faite avec dignité et d'un homme sérieux. C'est pourquoi, ayant à annoncer le *Nouveau Monde*, nous nous bornerons à constater comme fait que le journal de Louis Blanc obtient un succès dont chacun peut vérifier l'importance, et que le troisième numéro, qui a paru le 15 septembre, contient les articles suivants : 1° La Situation; 2° Le Socialisme en projets de loi; 3° Le Budget de la calomnie; 4° Pages d'histoire de Février; Journée du 16 avril; 5° Organisation de la propagande socialiste; 6° Congrès de la paix; 7° Lettres aux citoyens Faure, Greppo, Nadaud; 8° Mouvement politique du mois.